

Piloter le climat par géo-ingénierie, un rêve critiqué

Des ONG dénoncent les travaux du GIEC sur des technologies qui visent à contrecarrer le réchauffement du globe



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) organise régulièrement des réunions de chercheurs autour de thèmes spécifiques. Ces colloques strictement scientifiques ne suscitent habituellement que très peu d'intérêt de la part des organisations non gouvernementales (ONG) ou des médias. Ce n'est pas le cas de celui qui devait se tenir, du 20 au 22 juin à Lima (Pérou) et dont le sujet, la géo-ingénierie, soulève des réactions passionnées.

De fait, plusieurs ONG, emmenées par la canadienne ETC, viennent d'adresser au président du GIEC, Rajendra Pachauri, une lettre ouverte afin d'exprimer leur " *inquiétude* " sur le sujet.

Le terme géo-ingénierie recouvre les techniques présumées capables de modifier à dessein le climat terrestre afin d'atténuer le réchauffement ou certains de ses effets. Il peut s'agir de technologies à visée globale, à même d'occulter une part du rayonnement solaire - diffusion de particules soufrées dans la haute atmosphère, envoi de sondes parasols entre le Soleil et la Terre, etc. Ou encore de méthodes locales pour piéger le dioxyde de carbone (CO₂) dans l'océan en stimulant la chaîne alimentaire marine, de le capturer dans l'air et le séquestrer dans des formations géologiques... Depuis 2006, la géo-ingénierie fait l'objet de travaux scientifiques toujours plus nombreux.

Quant à leur réalisation concrète, c'est une autre histoire. " *Accidents, évaluation inadéquate du risque, impacts inattendus, unilatéralisme, bénéfices privés excessifs, perturbation de l'agriculture, conflits entre Etats, buts politiques illégitimes et conséquences négatives pour les pays du Sud sont autant d'aspects problématiques qui demeurent hautement probables*, écrivent les ONG signataires du texte adressé à M. Pachauri. *En contrepartie, la probabilité que la géo-ingénierie fournisse une solution sûre, durable, démocratique et pacifique à la crise climatique est nulle.* "

Les auteurs de la lettre s'inquiètent également de ce que les spécialistes réunis à Lima ne plancheront pas uniquement sur les aspects scientifiques de la géo-ingénierie. Les experts du GIEC s'intéresseront aussi, en effet, à la " *pertinence des mécanismes de gouvernance existant pour encadrer la géo-ingénierie, en tenant compte des facteurs sociaux, légaux et politiques* ".

Ces aspects, cruciaux, visent à déterminer le cadre dans lequel un ou plusieurs Etats pourraient - ou ne pourraient pas - décider de recourir à de telles technologies, dont les effets collatéraux pourraient affecter négativement des pays tiers.

Conflit d'intérêts

Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et vice-président du GIEC, confirme la tenue du colloque de Lima, qui réunira " *une soixantaine d'experts* ", et dont l'objectif est " *d'alimenter la réflexion autour de la géo-ingénierie, dans l'optique du cinquième rapport du GIEC* ", qui devrait être rendu en 2013 ou 2014.

" *Cependant, les auteurs de cette lettre se trompent d'interlocuteur*, ajoute M. van Ypersele. *La mission du GIEC est de faire de l'évaluation de manière non prescriptive. Il s'agit essentiellement de*

faire le point sur les différentes technologies, d'en évaluer les bénéfices potentiels, les risques et les coûts, à partir des travaux existants. Pas de recommander leur utilisation. "

C'est à l'automne 2009 que les Etats membres du GIEC, réunis en séance plénière à Bali (Indonésie), ont décidé de voir la géo-ingénierie abordée de manière plus approfondie dans le prochain rapport de l'organisation. *" Cette marque d'intérêt ne signifie pas qu'ils veulent nécessairement utiliser ce genre de techniques, explique M. van Ypersele, mais simplement qu'ils veulent en avoir une évaluation calme et objective, au lieu de dépendre des informations relayées par tel ou tel groupe d'intérêt. "*

Dans leur courrier, les ONG signataires s'inquiètent également de ce que des experts - généralement issus du monde académique - commis par le GIEC pour traiter ces questions seraient également détenteurs de brevets protégeant certaines technologies d'ingénierie climatique.

Une telle situation est avérée pour un des chercheurs conviés à la réunion de Lima. *" Le GIEC ne laisse jamais un seul auteur tenir la plume, répond M. van Ypersele. En outre, les rapports sont soumis à la relecture critique de la communauté scientifique, des experts des gouvernements, mais aussi des ONG qui le souhaitent. "*

Stéphane Foucart

© Le Monde

◀ **article précédent**

La rébellion nie tout contact avec...

article suivant ▶

Les négociations climatiques divisent...